

Elections Législatives du 23 Juin 1968

DOCTEUR MICHEL BOUCHER

CONSEILLER GÉNÉRAL DU CANTON DE SAUJON MAIRE DE PISANY

> Officier de la Légion d'Honneur Déporté de la Résistance

Candidat d'Union (P.S.U. - F.G.D.S.)

ELECTRICES, ELECTEURS,

Comme vous tous, je mesure parfaitement la gravité de la situation où nous nous trouvons. Notre inquiétude est grande sur l'avenir de notre pays, mais nous refusons de désespérer.

Je me rappelle avec fierté que, le 12 mars 1967, plus de 22 000 parmi vous m'ont fait confiance pour mettre en échec le représentant du pouvoir personnel. A nouveau, je fais appel à vos suffrages, pour que tous unis nous allions à la victoire.

Cette victoire sera celle de tous les Français qui ne veulent plus être considérés comme des « sujets » dans une société dure, inhumaine et conservatrice des privilèges, mais qui désirent jouer pleinement leur rôle dans une société qui soit la leur.

La crise profonde que nous traversons incombe au pouvoir gaulliste et à lui seul.

Dix ans de fausse grandeur, d'autosatisfaction permanente, d'incapacité, d'imprévoyance ne pouvaient qu'engendrer le désordre.

S'il avait assuré à la classe ouvrière des villes et des campagnes un emploi soutenu et d'autres conditions de vie, s'il avait organisé la démocratie dans l'entreprise et dans l'université, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

IL NE L'A PAS FAIT ET IL NE LE FERA PAS.

Le mécontentement est général, partout on s'est mis à douter des structures établies.

Le pouvoir attéré, médusé, n'a trouvé qu'une solution pour résoudre un problème qui le dépasse, dissoudre une assemblée pourtant particulièrement servile avec sa majorité d'inconditionnels.

Vous savez maintenant que DE GAULLE, c'est le chaos.

Aujourd'hui, les mêmes mauvais bergers vous disent : « C'est le gaullisme ou le communisme. »

Ne tombez pas dans ce piège grossier.

Ne vous laissez pas enfermer dans ce faux dilemne.

Gardez votre sang-froid - Réfléchissez - Ne vous faites pas chloroformer une nouvelle fois.

Ce chantage à la peur est indigne d'un chef d'Etat. Ce que nous savons bien, c'est que la dictature ne peut venir que des défenseurs des trusts et de la haute finance, représentés par les Pompidou, Couve de Murville, Chalandon pour n'en citer que quelques-uns.

Le peuple de ce pays en a assez de la Pagaille Gaulliste. Il souhaite un régime d'ordre, de justice et de fraternité que seul peut lui donner un gouvernement républicain s'appuyant sur toutes les forces de gauche sans exclusive, avec à sa tête des hommes comme notre ami

MENDES-FRANCE PIERRE

respecté de tous, dont le talent, le courage, la probité politique symbolisent, à nos yeux, les qualités essentielles d'un homme d'Etat. La première tâche d'un tel gouvernement sera de transformer les structures du régime, pour éviter l'inflation qui serait désastreuse pour tous les travailleurs, ou la faillite pour les classes moyennes, les petits épargnants, les rentiers.

Au « Monarque » qui pense et qui décide pour cinquante millions de Français, nous lui opposons, nous, une démocratie nouvelle, avec un gouvernement de législature appuyé sur une assemblée disposant de pouvoirs réels.

- ♦ Des assemblées politiques et économiques régionales et locales.
- ♦ La nationalisation des grandes entreprises capitalistes avec une cogestion.
- ♦ Le plein emploi.
- ♦ Une retraite décente à soixante ans (sans cumul d'emploi).

- Que les travailleurs des villes comme des campagnes bénéficient de la même manière de l'expansion qui, jusqu'à maintenant, était réservée aux privilégiés. Qu'après avoir abrogé les ordonnances gaullistes, la Sécurité sociale soit la même pour tous.
- ♦ Depuis dix ans, l'agriculture a été délibérément sacrifiée. Le « Prince » qui nous gouverne vient de nous annoncer qu'il fallait attendre dix ans encore pour juger sa politique agricole!

Jamais l'agriculture de nos régions n'avait subi une crise aussi grave. Les charges, la T.V.A., pèsent de plus en plus lourdement sur la paysannerie. Le monde ostréicole est, lui aussi, profondément touché. Le revenu moyen d'un paysan est égal à 50 % de celui d'un autre travailleur français. Les prix de ses produits n'ont pas augmenté depuis 1958, alors que la vie et les produits industriels ont plus que doublé.

Il est indispensable que l'indexation des prix agricoles se fasse sur des bases équitables.

- Que les anciens combattants obtiennent enfin satisfaction (rapport constant).
- ♦ Que les collectivités locales soient défendues comme le demande le congrès des maires de France et comme n'a cessé de le faire, dans ce département, le président Dulin.
- ♦ Qu'une véritable réforme de la fiscalité soit opérée.
- ♦ Au lieu de dépenser des millions en voyages, réceptions et caprices de la « Monarchie gaullienne », il serait préférable de penser à faire des logements (550 000 par an), des écoles, des stades, des piscines, des routes, des ponts, et développer le tourisme, source de richesse pour notre région.
- ♦ Etablir un service public laïc de l'Education nationale.
- ♦ Comprendre la jeunesse, l'aider, lui donner les moyens de s'épanouir vraiment afin que notre pays atteigne la « vraie grandeur » avec ses techniciens, ses savants, ses chercheurs.
- ♦ Créer des hôpitaux, des maisons de repos, etc. (Il manque 400 000 lits en France.)

Le pouvoir gaulliste détient toujours tous les moyens de propagande et d'information, utilisant scandaleusement presse, radio, télévision, cette arme si redoutable qui devrait être au service de tous.

♦ Défendre la paix. — Condamner l'agression américaine au Viêt-nam et toutes les formes du colonialisme et du racisme. — Etre vigilant devant la montée du néo-nazisme en Allemagne et dans le monde. — Souhaiter la construction de cette Europe économique et politique avec la Grande-Bretagne, véritable gage de paix, pour laquelle nous souhaitons son entrée dans le Marché commun. — Démontrer que la « Force de frappe » est inefficace dans notre défense mais ruine notre économie en enrichissant les trusts.

COMME JAURES, « JE CROIS EN L'HOMME », c'est pourquoi je compte sur votre bon sens, votre civisme. N'abdiquez pas votre dignité de citoyen entre les mains d'un seul homme.

Condamnez le pouvoir personnel. N'oubliez jamais que SANS GOUVERNEMENT PAR LE PEUPLE, IL N'Y A PAS DE GOUVER-NEMENT POUR LE PEUPLE.

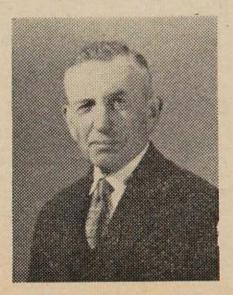
VIVE LA REPUBLIQUE!

Docteur Michel BOUCHER

Conseiller général du canton de Saujon, MAIRE DE PISANY

Officier de la Légion d'honneur - Rosette de la Résistance
Croix de guerre 1939-1945 avec palme - Croix du Combattant volontaire de la Résistance
Médaille de la Déportation - Médaille du Combattant international contre le fascisme (1933-1945)
Officier d'Académie

Michel BOUCHER est né le 25 février 1912. Installé depuis 1939 à Pisany dans la maison de ses grands-parents. Son grand-père fut instituteur à Thézac où naquit sa mère, lui-même est né à Corme-Ecluse. Sa grand-mère, née à Bourcefranc, était la sœur du médecin-amiral Burot. Entré dans la Résistance en 1941, Michel Boucher, après la mort de Robinet, fusillé par les Allemands, et de Grasset, abattu par la milice à côté d'E. Depreux, devint le responsable départemental de Libération-Nord. Arrêté, il fut déporté à Neuengamme. A son retour, il fut élu conseiller général du canton de Saujon. En 1948, il dénonça le scandale de Lafond, où plus de 200 millions furent engloutis, faisant ainsi réaliser au département une économie de 30 millions par an. Ses confrères le nommèrent président du cercle Saintes et Seudre. Il est toujours membre du Conseil syndical départemental des médecins, secrétaire fédéral du P.S.U., délégué cantonal, vice-président départemental et président de la section saintaise de la Ligue des Droits de l'Homme, il est aussi président national, départemental et local de la Fédération des déportés, internés, résistants et patriotes.



Suppléant : Marcel BOYARD

Ostréiculteur,

Conseiller général de Marennes, Maire de Saint-Just-Luzac,

Président de la Caisse locale du Crédit agricole,
Président du Syndicat d'Adduction d'Eau « Charente-Seudre »,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier du Mérite social,
Chevalier du Mérite agricole.